

Les *Échos* de Copenhague

Conférence des Nations unies sur le changement climatique, 7-18 décembre 2009

Samedi 12 décembre 2009

La négociation s'essouffle

Avis de tempête au sein du G77 ?

Dans les discussions sur le climat, les pays du Sud s'expriment dans le cadre du groupe G77 + Chine qui réunit 130 pays. Ce format permet d'opposer un front large et plus fort face aux pays développés pour leur demander d'exercer leur responsabilité historique en matière de changement climatique. Mais depuis mercredi 9 décembre, des dissensions au sein de ce groupe sont visibles. Les intérêts respectifs, notamment des pays les moins avancés d'une part et des pays émergents d'autre part, sont de plus en plus difficiles à défendre d'une seule voix.

L'expression de ces divergences est visible dans les trois propositions d'accord différentes qui ont été présentées par l'Aosis (Alliance des petits Etats insulaires), le groupe Basics (les grands pays émergents) et le groupe des pays africains en réponse au texte danois. De plus, certains pays du groupe G77 + Chine sont également représentés au sein d'autres groupes de négociation, dont la configuration est plus ou moins homogène.

Zoom sur des intérêts contradictoires

Les pays les plus pauvres et les plus vulnérables ont besoin d'un accord contraignant contenant des objectifs ambitieux de réduction des émissions fixés par les pays riches. Ils attendent aussi des engagements significatifs de la part des pays émergents, dont les émissions sont en forte croissance - ce à quoi s'opposent évidemment l'Inde et la Chine. En termes d'adaptation et de transfert de technologies, leurs besoins sont également très différents (notamment des besoins de la Chine). De plus, les mécanismes de

financement qui ont jusqu'à présent bénéficié essentiellement aux pays émergents doivent être repensés afin que les pays les moins avancés puissent y avoir accès.

Le front des petits Etats insulaires

L'Aosis a montré cette semaine sa cohésion et sa détermination. Les Etats insulaires, menacés directement par la montée du niveau des océans, sont parvenus à peser dans les négociations bien au-delà de leur poids géopolitique habituel au sein des Nations unies. Parmi eux, Tuvalu (28km² pour 10 000 habitants), a notamment remis sur la table la question de la forme légale de l'accord final et tenu bon malgré les fortes pressions de la Chine et de l'Inde, occasionnant, à plusieurs reprises, des suspensions de séances.

Quelle représentation des pays africains ?

Le système de représentation des pays africains est plus complexe. Certains sont présents dans trois groupes : le G77 + Chine, présidé par le Soudan, les PMA, présidé par le Lesotho, et le groupe Afrique, présidé par l'Algérie. Concernant la proposition de Tuvalu, on a pu assister à la division de ces pays, notamment entre les producteurs de pétrole et les autres pays africains. Le changement climatique constitue un enjeu Nord-Sud primordial du fait de la responsabilité historique des pays industrialisés envers les autres pays. Toutefois, la signature d'un accord équitable et ambitieux passe aujourd'hui aussi par une meilleure prise en compte de situations très diverses au sein des pays du Sud, avec un soutien différencié notamment entre les pays émergents et les pays les moins avancés.

Adaptation: friture sur les lignes

Une semaine de débats à la COP15 de Copenhague a produit de nombreux chiffres, en majorité orientés vers la réduction des émissions de gaz à effet de serre. A contrario, peu de progrès sont à relever dans le domaine, pourtant crucial, de l'adaptation. Le syndrome initial d'une approche qui privilégie l'atténuation est encore bien marqué. Bien qu'un texte provisoire (draft text) semble aujourd'hui faire consensus, force est de constater que la mise en œuvre des mécanismes de financement et d'encadrement des programmes d'adaptation doit encore être clarifiée.

Les grandes lignes du texte

Entre « cadre d'adaptation » ou « programme d'action » pour le changement climatique, les idées sont encore confuses sur les mesures d'adaptation à appuyer dans les pays en développement. La priorité doit être donnée aux pays qui affrontent déjà un stress climatique. En premier lieu, il faut réorienter les choix d'investissement et faciliter l'accès à des ressources financières et technologiques additionnelles (infrastructure, agriculture, etc.). Et on est encore bien loin du compte.

Il s'agira également de faciliter la collecte et le partage d'informations, l'échange de connaissances et d'expériences, ceci afin de créer et/ou de renforcer les capacités - y compris institutionnelles - des différents acteurs dans les pays en développement.

Enfin, il s'agit de prévenir et de développer toutes les capacités d'anticipation, de prévention et d'adaptation aux risques futurs, ainsi que de prendre en charge les dommages liés aux aléas du changement climatique. Dans cet esprit, la question des assurances et des filets de protection sociale reste largement à considérer.

Concernant « l'additionnalité » des fonds, c'est-à-dire le fait que ces fonds s'ajoutent aux montants actuels promis de l'aide publique au développement (APD), celle-ci fait encore largement débat et constitue à ce stade une pierre d'achoppement non résolue entre la société civile et les Parties.

La vulnérabilité, une question toujours en débat

La définition de la vulnérabilité reste elle aussi un point de débat récurrent. Lorsqu'on aborde la vulnérabilité, parle-t-on de pays vulnérables ou de communautés vulnérables au sein des pays exposés au changement climatique ? A cette question s'ajoute des notions d'échelle de temps et d'espace : parle-t-on de la vulnérabilité immédiate ou future ? Quelles sont les différentes formes de vulnérabilité et leurs critères respectifs ?

L'ironie de la situation s'exprime dans les revendications de pays potentiellement impactés par un changement futur des modes de consommation, particulièrement la consommation des énergies fossiles. Le cas de l'Arabie Saoudite est à cet égard un exemple édifiant de la complexité du sujet, car ce pays estime qu'il subira une perte de ses revenus directement liée à la diminution de la consommation des énergies fossiles. Doit-il alors s'adapter et dans ce cas bénéficier des fonds d'adaptation ? Vaste programme toujours confidentiel à ce stade !

Déplacés climatiques : circulez !

Autre sujet sensible, les discussions autour des migrations nationales, régionales et internationales suscitent l'intérêt de nombreuses ONG, mais peu d'informations filtrent sur des négociations menées à huis clos. Ces migrations concernent 250 millions de déplacés à l'horizon 2050 et pourtant la société civile n'est pas conviée aux discussions ! Circulez !

Conclure un accord ambitieux à Copenhague ne sera certainement pas facile. Dans un contexte où 194 parties doivent se mettre d'accord sur des sujets qui semblent aujourd'hui insurmontables, le pessimisme de la pensée collective doit être surpassé par l'optimisme des plus ambitieux. Il n'y a pas d'alternative !

Coordination SUD et ses membres dans la mêlée !

Rencontres avec les décideurs français

Au cours de cette première semaine de négociations, Coordination SUD et ses membres présents à Copenhague ont rencontré, avec le RAC-F, Jean-Louis Borloo, ministre français de l'Écologie, Brice Lalonde, Ambassadeur en charge des négociations sur le changement climatique et Jean-Michel Debras, directeur adjoint de l'Agence française de développement.



Si les décideurs sont d'accord sur la nécessité de ne pas oublier les populations et les pays les plus démunis dans le futur accord sur le climat, les ONG françaises ont insisté en particulier sur trois points :

- (i) l'adaptation doit avoir sa part du gâteau dans les financements (immédiats et à long terme) compte tenu des besoins dans ce domaine ;
- (ii) les financements doivent être additionnels aux objectifs de l'aide publique au développement : l'APD n'est pas recyclable dans le climat !
- (iii) au-delà de la bataille des chiffres, n'oublions pas les réalités sur le terrain et veillons à définir des dispositifs appropriables par les pays les plus pauvres.

Retour sur l'atelier « Face au défi climatique, exigeons davantage de solidarité internationale ! »



Avec le soutien de l'ambassade de France, Coordination SUD et le RAC-F ont organisé le 10 décembre un atelier public au palais de Charlottenburg intitulé « Face au défi climatique, exigeons davantage de solidarité internationale ! ».

Cet atelier était avant tout destiné à rappeler avec force et détermination les liens entre changement climatique et questions de développement. L'atelier a su réunir - malgré l'heure tardive et de nombreuses offres concurrentes - une quarantaine de participants, jeunes et motivés, de journalistes, de délégués, de représentants d'ONG, etc.

Dans son discours introductif, Bérengère Quincy, Ambassadrice de France à Copenhague a rappelé que la voix des ONG dans les négociations était importante, précisant qu'« être un bon diplomate suppose d'être en contact avec la réalité du terrain ».

Tour à tour se sont exprimés Anne Chetaille (Gret/ Coordination SUD), qui a rappelé les enjeux de Copenhague, en particulier « la nécessité de justice sociale dans un contexte de crises » qui affecte les plus pauvres ; Sébastien Blavier (RAC-F) qui a déclaré que le « compte n'y est pas » en termes de financements additionnels qui exigent une « mixité des sources ». Evoquant la guerre des chiffres, il a attiré l'attention sur la « tentation flagrante de recycler l'APD ». Moussa Nabou (Enda) a expliqué que le changement climatique devait aussi être compris comme une « chance énorme » pour les pays en développement de « comprendre les échecs » du modèle de

développement dominant, afin d'en tirer des leçons, en particulier en systématisant le critère de « sobriété en carbone dans tous les plans et stratégies sectoriels de développement ». Nathalie Peré-Marzano (CRID/Coordination SUD) a attiré l'attention du public sur la nécessité de « lier les objectifs sociaux et environnementaux du développement » et a insisté sur le « besoin d'ancrage des décisions dans les politiques publiques », en particulier à travers les collectivités locales. A cet égard, Luz Maria Farina (Accion/Terram Chili) a expliqué avec conviction, et exemples d'actions à l'appui, la nécessité de « construire une nouvelle forme de démocratie » devant permettre un dialogue réel entre pouvoirs publics et la société civile, ceci afin de mieux prendre en compte les questions globales.

Ces présentations ont été parfaitement illustrées par l'intervention de Taukiei Kitala (Tango-Tuvalu) qui a évoqué la situation de son pays déjà fortement affecté par le changement climatique et pour qui « Copenhague sans décision n'est pas envisageable ». Un tel échec équivaldrait à une condamnation de l'existence à court terme de son pays, sans aucune solution de rechange.



Les questions des participants, visiblement satisfaits de ces témoignages, ont porté sur le lien avec les réfugiés climatiques, les risques pesant sur l'additionnalité des ressources financières et la dispersion des textes et mesures.

En conclusion, le facilitateur de la rencontre Patrice Burger (Cari – Groupe de travail désertification) a tenu à rappeler que l'urgence de l'adaptation était encore et toujours pour le plus grand nombre d'accéder « à une vie digne

et durable pour le plus grand nombre », que « tout était recyclable sauf l'APD ». Il a également souhaité à l'intervenant de Tuvalu (collectif d'ONG Tango) qu'il ne s'agisse pas du « dernier Tango pour Tuvalu ».

Echos des pauses café

Il n'aura pas fallu attendre la fin de la semaine pour que les langues se délient dans les couloirs... La plupart des délégués font grise mine entre interrogations profondes et désenchantement ! Une petite enquête auprès d'une vingtaine de personnes portant le badge rose des Parties laisse paraître des sentiments mitigés, qui vont des « regrets sur les faibles progrès » et les « débats sans décisions », que l'un d'entre eux résume par le terme « chaos contrôlé », à des positions plus tranchées sur les « intrigues de palais », le « désaccord flagrant entre les parties » ou « l'optimisme résolu sur les décisions finales lors de la venue des chefs d'Etat ».

En tant que citoyens du monde, il est toutefois assez inquiétant d'apprendre de la bouche de délégués « qu'il s'agit typiquement d'une COP » ou de celle d'un autre : « c'est mon job, je n'ai pas de sentiment ».

Le cynisme n'est sûrement pas le meilleur état d'esprit qu'on puisse attendre de la part de ceux qui préparent des décisions devant mener à un avenir plus viable pour la planète entière.

Rédacteurs : Patrice Burger (Cari-Groupe de travail Désertification), Sandrine Chopin (Handicap international), Anne Chetaille (Gret), Hervé Dubois (Planète urgence), Mathilde Dupré (CCFD-Terre solidaire), Olivier Lefebvre (Initiatives développement).